

« La Société qui vient »

sous la direction de Didier FASSIN
éditions du Seuil, 2022, 1319 p.

Chapitre 7- croissance

Florence Jany-Catrice et Dominique Méda

pages 150 à 166

Le terme de croissance est associé à des valeurs positives : on parle des « trente glorieuses » pour désigner une période de forte croissance économique en France. Le doute est venu dans le rapport des Meadows en 1972 *Limits to Growth*. On parle désormais de l'Anthropocène pour désigner notre époque, où l'humain est identifié comme une force menaçant la survie de différentes espèces sur terre. Mais qui est responsable et devrait réparer ? Et peut-on séparer la croissance de son qualificatif « économique », en recherchant celle du bien-être collectif ?

Croissance et progrès : une assimilation précoce.

Selon Angus Madison, de l'an 1000 jusqu'à 1820 environ, la croissance du revenu par habitant a été très lente, de l'ordre de 50%, la population ayant été multipliée par 4 ; depuis 1820, le revenu par habitant a augmenté plus de 8 fois, et la population plus de 5 fois. Dès le début du 18^{ème} siècle, Mandeville (*La fable des abeilles*) écrit que « l'envie de voir tous ses désirs satisfaits est bonne » et que « la frugalité est une vertu oisive et rêveuse ». En 1837, Jean-Baptiste Say affirme « qu'en cherchant à borner nos désirs, on approche involontairement l'homme de la brute ». Au 20^{ème} siècle, la croissance devient la marque de la puissance, mesurée de mieux en mieux (cf. la comptabilité nationale). Jean Fourastié considère la croissance du PIB comme la meilleure des choses. Bertrand de Jouvenel pourtant, dès 1958, s'interroge sur les limites d'un indicateur, le PIB, qui compte pour zéro de nombreuses activités essentielles pour la reproduction des conditions de vie.

Le retournement : les dégâts de la croissance.

Rédigé à la demande du club de Rome en 1972, le rapport des Meadows émet un doute sur les vertus de la croissance. Au même moment, James Tobin et William Nordhaus produisent des indicateurs alternatifs suggérant que la croissance du bien-être économique soutenable est plus lente que la croissance économique par habitant. La montée du chômage de masse dans les années 1970, a entraîné une mise en veilleuse de ces travaux, tandis qu'en 1987, Gro Brundtland (*Our common future*) introduit la notion de « développement durable », en réaction critique aux politiques d'austérité du FMI et de la banque mondiale. Le PNUD (programme des nations Unies pour le développement) met au point dès 1990 un « indice de développement humain » (IDH) qui nuance les bienfaits de la croissance. Au même moment, un indicateur d'empreinte écologique est élaboré par des réseaux d'alerte citoyens. Toujours en 1990, sort le premier rapport du GIEC (groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat), créé en 1980 par le G7. Il lance une alerte sur l'accroissement considérable de la concentration des gaz à effet de serre et les risques de son irréversibilité. Rockström définit neuf limites qui dessinent l'espace dans lequel l'humanité peut être active sans contrarier les écosystèmes, en constatant que 3 sont déjà franchies (changement climatique, perte de biodiversité notamment). En 2000, le chimiste Paul Crutzen introduit le terme d'« anthropocène » (par opposition à l'« holocène ») où l'humain devient une force géologique menaçante. Mais il est critiqué pour n'avoir pas pris en compte les inégalités entre les individus ni le rôle explicite joué par l'économie et le capital dans les causes de la situation (on pourrait parler d'« économocène » ou de « capitalocène »). La majorité des macroéconomistes persistent à penser que le progrès technique permettra à terme de résoudre ces problèmes et mettent en avant la notion de « croissance endogène ». De même, le concept de « croissance verte » apparaît comme une harmonie possible entre

croissance et écologie ; dénoncé comme un mythe, ce concept est critiqué par d'autres comme simple perspective de profits futurs grâce à des investissements dans des « écoactivités ».

Que faut-il faire ? Croître ou décroître ?

Découpler la croissance économique de ses effets négatifs, au-delà d'une meilleure efficacité de la production en réduisant par exemple la consommation d'énergie ou les rejets polluants, exige des conditions drastiques. Il faudrait raisonnablement que les plus gros producteurs d'EGES (émissions de gaz à effet de serre) s'engagent dans une décroissance de leur consommation et adoptent des pratiques de sobriété, assorties d'une plus grande solidarité et de la satisfaction des besoins sociaux. Une telle perspective est difficile à mettre en œuvre dans un seul pays. Elle risque de peser fortement sur l'emploi dans certains secteurs. Une décroissance conjoncturelle non planifiée risque d'aggraver les inégalités. Il faudrait une forme de sevrage et de désintoxication dans les modes de consommation et de production, une sagesse dans ces domaines, autant dire une forme d'économie morale. Cela suppose de rompre avec la représentation d'un humain radicalement séparé de la nature ; mais il faut aussi changer d'indicateurs. Le président Sarkozy a mis en place en 2008 une commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, avec la participation de sommités du monde économique. Il en est résulté un débat utile dans la société, une loi sur « les nouveaux indicateurs de richesse » votée en 2015, dont la mise en œuvre s'avérera vide de contenu...

Vers une société postcroissance ?

Est-il possible pour une société de ne pas viser exclusivement une croissance de son résultat et pour un pays de ne pas viser la croissance de son PIB ? Une stagnation séculaire peut-elle permettre une forte redistribution du revenu et faire accéder les plus défavorisés à un niveau de vie digne ? peut-on poursuivre une augmentation des gains de qualité et de durabilité, au lieu des seules quantités ?

Il faut pour y parvenir créer de nombreux emplois dans la rénovation des logements en un temps record, améliorer les infrastructures de transport, développer l'agroécologie...ce qui exige des choix délibérés et une planification. Les emplois en question seront moins pénibles et plus utiles.

La charte de l'Atlantique, les rapports Beveridge, les préconisations du conseil national de la résistance, la déclaration de Philadelphie, mais aussi la création du commissariat au Plan... ont permis de concrétiser des espérances a priori utopiques. En s'appuyant sur l'Etat mais aussi en développant les dynamiques de subsidiarité, la territorialité et le travail avec les citoyens, on peut mettre en œuvre un projet enthousiasmant.

« je ne vois pas pourquoi il y aurait lieu de se féliciter de ce que des individus déjà plus riches qu'il n'est besoin doublent la faculté de consommer des choses qui ne leur procurent que peu ou point de plaisir...c'est seulement dans les pays arriérés que l'accroissement de la production a encore quelque importance : dans ceux qui sont plus avancés, on a bien plus besoin d'une distribution meilleure » (John Stuart Mill, 1848, *principes d'économie politique*).

Christian Rollet Atelier Solidarité Migrants